



Venezuela: Trump se dirige-t-il vers une intervention militaire?

Par [Marc Vandepitte](#)

Mondialisation.ca, 23 février 2019

[Journal Notre Amérique](#) 22 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Après la mort de Chávez en 2013, Maduro a été élu président du Venezuela. A partir de ce moment, les Etats-Unis ont résolument mené une stratégie de [changement de régime](#). La stratégie pour y parvenir est passée par plusieurs étapes. Nous sommes arrivés à la dernière étape dans laquelle il y a toutes les chances qu'une intervention militaire américaine se produise.

Pression économique

Au début, Washington a opté pour la guerre économique. En 2015, M. Obama a annoncé des [sanctions économiques](#). En août 2017, Trump les a considérablement renforcées dans l'intention de drainer financièrement le pays et d'empêcher la production et l'exportation de pétrole. Pour un pays particulièrement dépendant des exportations de pétrole, y compris vers les États-Unis, les sanctions ont [frappé durement](#). Jusqu'en août 2017, la production pétrolière vénézuélienne était encore en ligne avec celle de la Colombie, mais après le durcissement des sanctions, la production a [chuté complètement](#).

Un [haut responsable américain des Affaires étrangères](#) le dit ainsi : « Les sanctions financières que nous avons imposées au gouvernement vénézuélien l'ont contraint à ne pas rembourser à la fois la dette publique extérieure et celle de sa compagnie pétrolière PDVSA. Et à cause des mauvais choix du régime Maduro, nous assistons à un effondrement économique total. Notre politique fonctionne, notre stratégie fonctionne et nous continuerons de l'appliquer aux Vénézuéliens. »

Peu de pays dans le monde, à l'exception de Cuba, ont connu en temps de paix un « [siège économique](#) » tel que celui que vivent aujourd'hui les Vénézuéliens. Alfred De Zayas, ancien rapporteur de l'ONU pour le Venezuela, décrit clairement les sanctions économiques comme un [crime contre l'humanité](#). « Je pense que lorsque l'ampleur de la misère causée par les sanctions, comme ce fut le cas en Irak ou maintenant au Venezuela, devient aussi évidente, je peux dire que les sanctions contre le Venezuela sont un crime contre l'humanité, dont pourra être saisie la Cour pénale internationale pour violation de l'article 7 du Statut de Rome ».

Echec de la révolution de couleur

Mais les sanctions économiques en elles-mêmes n'étaient apparemment pas suffisantes, le gouvernement Maduro est resté intact. Au début de cette année, le gouvernement Trump a

passé à la vitesse supérieure et a tenté d'amorcer une « révolution de la couleur ».

Le scénario consistait à obstruer le second mandat de Maduro en reconnaissant quelqu'un d'autre comme président légitime. Le choix s'est porté sur le [presque inconnu](#), mais jeune et médiatique président du Parlement, Juan Guaidó. Quelques jours après l'investiture de Maduro le 10 janvier, [Trump](#) a annoncé qu'il envisageait de reconnaître Guaidó comme président. Forte de ce soutien, l'opposition est descendue dans la rue le même jour dans le but d'expulser le président Maduro et de former un [gouvernement provisoire](#). Les militaires ont été appelés à désertier. Mais l'armée est restée fidèle au président élu.

La Maison-Blanche a encore augmenté la pression. Dans un [message vidéo](#) du 22 janvier, le vice-président Pence a exhorté les Vénézuéliens à descendre en masse dans les rues pour déposer le président Maduro. Le lendemain, Guaidó s'est proclamé président par intérim du Venezuela. L'intention était que le monde entier ou au moins une grande partie du monde, reconnaisse le président par intérim. Entre autres Les États-Unis, le Brésil, la Colombie, le Canada, la Colombie l'ont reconnu immédiatement. Plus tard, de nombreux pays européens ont suivi.

Pourtant, cette offensive diplomatique n'a pas été un succès éclatant. Pas même un tiers des pays du monde n'ont exprimé leur soutien à Guaidó et [l'ONU](#) continue d'appuyer Maduro. Même au sein de [l'Organisation des États Américains](#), contrôlée par les États-Unis, une majorité de pays soutient Maduro.

La grande pression de la rue, tant espérée par les Etats-Unis, ne se manifeste pas non plus. Pour l'instant, il n'est pas question d'un soulèvement populaire massif et prolongé comme celui de 2013 ou de 2017. Le gouvernement Maduro garde le soutien de couches importantes de la population et est toujours en mesure de mobiliser ses partisans à grande échelle.

L'option militaire

Si les moyens économiques, politiques ou diplomatiques ne fonctionnent pas, il ne reste finalement que l'option militaire. La guerre n'est qu'une continuation de la politique par d'autres moyens, Clausewitz le savait déjà.

Dans le passé, Trump n'a [pas exclu](#) une intervention militaire étrangère au Venezuela. Il l'a répété très récemment lors d'un discours guerrier à [Miami](#).

Pour prendre en compte l'opinion publique, les superpuissances ont l'habitude de justifier une intervention militaire par des [motifs humanitaires](#). C'est exactement la même chose aujourd'hui. La stratégie de la Maison-Blanche consiste à envoyer des convois d'aide avec des médicaments et de la nourriture depuis la Colombie, le Brésil, Curaçao et Aruba. Mais, comme il y a « tant d'anarchie » au Venezuela, ces convois [seront armés](#). La Maison Blanche sait très bien que l'armée vénézuélienne ne tolérera jamais de tels convois, armés ou non, sur le territoire. L'objectif est que ces convois mènent à des escarmouches qui s'intensifient et finissent par légitimer une intervention militaire. En tout état de cause, [la Croix-Rouge](#) a déjà indiqué qu'elle ne souhaitait pas coopérer à ces « opérations d'aide ».

Entre-temps, le Pentagone a tout préparé pour une telle intervention militaire. John Bolton, actuel conseiller à la sécurité nationale de Trump, a laissé entendre que [5 000 soldats](#) seraient envoyés en Colombie. Ni le président colombien [Duque](#) ni [l'amiral Faller](#) du

Commandement sud-américain (SOUTHCOM) n'ont contredit ce message. Début février, des [forces spéciales](#) ont été transportées par avion vers des bases militaires à Porto Rico et en République dominicaine. Au cours de la même période, l'amiral Faller s'est rendu au [Brésil et à Curaçao](#). Un [porte-avions nucléaire](#) et [six autres navires de guerre](#) sont stationnés au large des côtes de la Floride. [En une semaine](#), les États-Unis peuvent déployer des milliers de marines, d'avions de combat et de chars d'assaut au Venezuela.

Dans cette montée en puissance militaire, Washington reçoit le soutien de Londres. Le Royaume-Uni organise actuellement des [exercices militaires](#) au large des côtes du Venezuela, avec le même bataillon qui a conduit au débarquement irakien en 2003.

Au cours des prochains jours et des prochaines semaines, on verra clairement si la Maison-Blanche s'orientera effectivement vers une confrontation militaire. Entre-temps, de nombreux pays, institutions et [personnalités](#), avec le [Mexique et l'Uruguay](#) en tête, continuent de tout mettre en œuvre pour parvenir à une solution pacifique par le dialogue et la médiation. Mais si Trump continue ses plans de guerre, nous risquons de nous retrouver dans le scénario désastreux de la Syrie.

Marc Vandepitte

La source originale de cet article est [Journal Notre Amérique](#)
Copyright © [Marc Vandepitte](#), [Journal Notre Amérique](#), 2019

Articles Par : **[Marc Vandepitte](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca